

«Gilets jaunes»: Pour le géographe Christophe Guilluy «la France d'en haut a fait sécession avec la France d'en bas»

20 Minutes, 19 Novembre

INTERVIEW Le géographe, auteur de «No society. La fin de la classe moyenne occidentale», revient sur le mouvement de contestation de ce week-end...

- Le mouvement des « gilets jaunes », qui a mobilisé 287.710 personnes samedi dans 2.034 points de rassemblement, se poursuivait encore ce lundi
- Le géographe Christophe Guilluy travaille depuis plusieurs années sur la « France périphérique ».
- Selon le chercheur, le mouvement rejoint une critique plus globale de la mondialisation par la classe moyenne occidentale.

Ses thèses sont désormais discutées par l'ensemble de la classe politique. L'intéressé s'en moque et continue de parcourir cette «France périphérique», mise à mal par la mondialisation. Le géographe Christophe Guilluy, auteur de *No Society* (Flammarion, 2018), revient pour *20 Minutes* sur le mouvement des «gilets jaunes», symbole, selon lui, du délitement de la classe moyenne occidentale.

Retrouvez-vous dans les « gilets jaunes » l'incarnation de la France périphérique ?

Complètement. Mon sujet d'étude, c'est le socle de la classe moyenne : les petits indépendants, les employés, les ouvriers, mais aussi les chômeurs, les paysans, les retraités, etc. Quand vous mettez bout à bout toutes ces catégories, ça forme un tout qu'on appelle la classe moyenne. C'est elle que l'on retrouve chez les «gilets jaunes», les bonnets rouges, mais aussi dans tous les mouvements « populistes » d'Occident. Avant, cette classe sociale était intégrée économiquement, donc intégrée politiquement, et culturellement. Aujourd'hui, elle a disparu. « Gilets jaunes », Brexit, Trump... les gens vont se servir de tout ce qu'ils peuvent pour exprimer leur ressentiment contre ce délitement.

D'où vient cette colère ?

La mondialisation a un impact territorial en concentrant majoritairement les emplois très qualifiés dans les métropoles. La France périphérique (zones rurales, petites villes, villes moyennes) connaît, elle, une forme de désertification des emplois. Ça a commencé dans les zones industrielles dans les années 1980 pour la classe ouvrière, puis dans les zones rurales, et enfin pour les professions intermédiaires. Ce mouvement des « gilets jaunes », comme la contestation de la mondialisation en Occident ne vient pas de e part : les gens ont joué le jeu de la mondialisation, de l'Europe, et ils font désormais un constat négatif et rationnel sur leur pouvoir d'achat ou l'ascension sociale.

Le gilet jaune est aussi un signe de reconnaissance symbolique, qu'on distingue particulièrement. Dans votre livre, vous expliquez que la classe moyenne aujourd'hui n'est plus visible. Est-ce une volonté de se faire voir de nouveau ?

Complètement. On peut en débattre à l'infini mais le type qui est ouvrier ou employé existe encore. On peut le mettre de côté, le faire passer pour un beau, un xénophobe, il est encore là. [Le sociologue américain] Christopher Lasch a dénoncé [en 1995] la sécession des élites, mais on est allé encore plus loin. Désormais, c'est l'ensemble de la « France d'en haut » qui a fait sécession.

La géographie n'est qu'un révélateur : quand vous regardez le prix de l'immobilier, certains territoires sont très valorisés, d'autres beaucoup moins. Pour la première fois dans l'histoire, les catégories modestes ne vivent plus là où se crée l'emploi. Les gens se sentent prisonniers de leur territoire et sont obligés de prendre leur voiture. Dans le même temps, les métropoles deviennent de nouvelles citadelles, en repli géographique et culturel. L'« open society » est une fake news. Qu'est-

ce que ça veut dire « Paris ville ouverte » à 10.000 euros le m² ? Les classes populaires ont été mises à l'écart. Ce modèle économique ne fait plus société. Pourtant, nos partis politiques continuent de s'adresser à une classe moyenne mythique, qui, en réalité, n'existe plus. L'offre politique est décalée par rapport à la demande d'en bas. La vague populiste vient de là.

Vous expliquez que la « disparition de la classe moyenne occidentale se mesure aussi et surtout par la perte d'un statut, celui de référent culturel ». Qu'entendez-vous par là ?

Avant, il y avait ce cercle vertueux : « je suis intégré économiquement, je vote pour des partis qui me représentent et le monde médiatique et culturel parle de moi positivement ». Depuis 20 ou 30 ans, on a basculé dans autre chose. Les catégories majoritaires sont devenues des *losers* économiques (avec des taux de chômage et de précarité plus élevés) et dans le même temps, « la France d'en haut » estime que les catégories populaires appartiennent au monde d'avant et sont vouées à disparaître.

Les mêmes vont ensuite s'étonner que notre modèle d'intégration ne fonctionne plus. Mais les immigrés ne s'intègrent pas à un modèle abstrait. Le type venu du Burkina Faso ou d'ailleurs ne s'assimilait pas à un modèle républicain théorique tiré des Lumières, il se disait plutôt : « mon voisin de palier, c'est un ouvrier qui a l'air d'avoir une vie sympa, qui est intégré économiquement et respecté culturellement, j'ai envie de lui ressembler ». Aujourd'hui, les catégories populaires ont une image de ringards, de « déplorables » pour reprendre le mot d'Hillary Clinton.

Est-ce que le Rassemblement national n'a pas réussi à capter, en partie, cette colère ?

Oui en partie, mais le gros de la troupe reste dans la désaffiliation politique. Les populistes, en France ou à l'étranger, sont des types qui s'adaptent à une demande populaire. Salvini était un néolibéral régalien, sécessionniste, avec des relents xénophobes contre les Italiens du sud. Maintenant, il est pour l'unité italienne, vote un budget quasi de gauche et se fait acclamer à Naples... Le populiste montre sa capacité d'adaptation à la demande du réel. Je pense d'ailleurs que Macron a compris ça lorsqu'il dit avoir échoué à « réconcilier le peuple français avec ses dirigeants ». Pour la première fois, le haut est totalement coupé du bas. Autrefois, le Parti communiste faisait ce lien, pas seulement par la base ouvrière, mais par les journalistes, les universitaires, les intellectuels. Ce lien n'existe plus.

Peut-on concilier question écologique et question sociale ?

La conscience écologique est aussi forte en bas qu'en haut. Il s'agit avant tout d'une question de moyens : personne ne refusera une voiture électrique pour remplacer son diesel si on lui offre. Il est plus facile d'être écolo, de manger bio, quand on est à Paris. C'est d'ailleurs très valorisant socialement, les catégories populaires n'ont pas spécialement envie de polluer la planète. Le modèle d'hyper-mobilité à la Attali, ou le tourisme de masse sont d'ailleurs tout aussi ringards et absurdes d'un point de vue écologique. Il y a là une grosse hypocrisie et une posture morale qui dénotent un mépris de classe très fort. On retrouve cette mise à distance du diagnostic des classes populaires avec la question du rapport à l'autre : ceux qui prônent l'ouverture vont instaurer pour eux-mêmes un processus d'évitement par leur choix résidentiel ou par le contournement de la carte scolaire.